

RTBF.be – 4/09/2015 **Christophe Schoune: "Refaire de l'environnement une priorité"**

Quel avenir pour notre environnement? Chat avec le secrétaire général d'Inter-environnement - © AFP PHOTO / NASA

Publicité

A l'occasion de la rentrée, la rédaction web de la RTBF met cinq grands thèmes à l'honneur. Après l'enseignement, ce lundi, place à l'environnement. Quel avenir pour notre planète? Quelles sont les priorités ? Christophe Schoune, le secrétaire général d'Inter-environnement, et son équipe ont répondu à vos questions dans notre chat.

Pour Christophe Schoune, le secrétaire général d'Inter-environnement, la priorité en termes de politique environnementale doit justement être de "*refaire de l'environnement une priorité*".

"Passé la vague du Nobel décerné à Al Gore et du pacte écologique de Nicolas Hulot, la crise socio-économique a relégué cette question au second ou au troisième plan. Il ne s'agit pas d'une mode, mais bien d'un impératif. Mais le temps politique n'est pas celui du temps de la société civile ou académique. Pour redonner un sens et une vraie place à ces questions, il nous faut un nouveau pacte social qui intègre pleinement l'enjeu du développement durable et des acteurs qui le représentent", explique-t-il.

En d'autres termes, "*les moyens sont aujourd'hui largement insuffisants au plan fédéral*".

"Il faut avoir la lucidité de la réalité, et donc, admettre que la situation terrestre est très critique et garder l'optimisme de l'action pour générer une dynamique d'adhésion face à ces enjeux. Nous sommes face à un formidable défi qui pourrait rassembler l'Union européenne autour d'un projet commun lié aux solutions à mettre en œuvre afin de mettre en route nouveau modèle économique moins prédateur et porteur d'espoir pour les millions de personnes sans emploi. Nos représentants politiques ont une responsabilité très claire à ce sujet. Les générations futures pourront leur demander des comptes...", ajoute-t-il.

Consommer autrement

"L'enjeu essentiel est la réduction de notre demande", écrit Pierre Titeux, un des collaborateurs de Christophe Schoune. Autrement dit, il faut changer notre manière de consommer et "*le débat sur la croissance est fondamental puisqu'il interroge notre modèle de développement*", explique Christophe Schoune. "*La solution passe par la transition d'un système à autre. Il n'y aura pas de baguette magique, la question de la limitation des flux de matière doit être au cœur du redéploiement économique. En ce sens, l'Etat fédéral a un rôle d'incitant qu'il ne joue pas assez et la Région wallonne en particulier devra mettre cette transition écologique de l'économie au centre de la poursuite de son plan Marshall...*".

L'agriculture un enjeu majeur

"L'agriculture (et par-delà toute l'industrie agro-alimentaire) constituent effectivement un enjeu majeur en terme de politique environnementale mais aussi de santé publique. Il est évident que le modèle d'agriculture intensive mis en place depuis les années 50 n'est plus tenable et qu'il faut s'orienter vers des pratiques plus durables, moins consommatrices en intrants, eau, surface cultivée... La place occupée par la viande dans notre système alimentaire doit elle aussi être reconsidérée. Cet enjeu est d'autant plus important que les

pratiques développées dans les pays du Nord ont un impact direct sur le Sud, tant en termes de souveraineté alimentaire, que de prix des produits ou de déforestation. Au niveau européen, il convient de signaler que la réforme de la PAC, bien qu'insuffisante, intègre enfin certains de ces enjeux", ajoute Pierre Titeux.

Revoir la fiscalité

"La première priorité, c'est de revoir la fiscalité", estime Christophe Schoune, *"nous avons formulé une série de propositions d'opérer un transfert de la fiscalité sur le travail vers une fiscalité centrée sur des comportements qui ne préservent pas la biosphère. Le conseil supérieur des finances a fait une série de propositions très claires à ce sujet, notamment en matière d'alignement des accises de diesel sur l'essence normal. C'est le levier qui permettra de faire évoluer substantiellement l'économie et les comportements. Il n'est pas à l'ordre du jour politiquement pour raisons électorales évidentes..."*.

"Augmenter les accises sur le diesel pour les aligner sur celles de l'essence est une mesure concrète et immédiatement bénéfique : notre pays est en infraction au niveau européen pour la mauvaise qualité de son air. Les particules fines sont considérées par l'OCDE comme la pollution la plus préoccupante en terme de santé humaine. Elles sont responsables de plus de 10 000 décès prématurés annuels, dont 2500 attribuables au transport. Il faut réduire notre consommation d'énergies fossiles", ajoute Noé Lecocq, un de ses autres collaborateurs.

Un enjeu international

"La plupart des problèmes environnementaux (émissions de gaz à effet de serre, exploitation des ressources...) appellent effectivement des réponses au niveau international... d'autant plus difficiles à mettre en œuvre qu'elles impliquent un grand nombre d'acteurs aux enjeux divergents sinon opposés. Il importe donc que des initiatives plus locales soient d'ores et déjà mises en œuvre pour contribuer à ces objectifs globaux", reconnaît Inter-environnement.

Quant à savoir si la politique belge peut réellement changer quelque chose, Christophe Schoune répond : *"Le modèle d'inspiration, c'est la présidence belge de l'Union en 2001 si ma mémoire est bonne. Grâce à l'action volontariste de cette présidence, la Belgique a clairement permis de sauver le protocole de Kyoto. Dans un autre registre, la décision de sortir du nucléaire, pris par le même gouvernement arc-en-ciel, en 2003, portait une vraie ambition..."*.

"Rendez-vous le 22 septembre pour l'action Sing fo the climate aux quatre coins de la Belgique - www.iew.be - en vue de faire pression sur la Belgique et l'Europe en matière de politique climatique...", conclut Christophe Schoune.

C. Biourge